

Conseil directeur
Point 10

CL/191/10d)-R.1
17 septembre 2012

RAPPORTS SUR DE RECENTES REUNIONS SPECIALISEES DE L'UIP

REUNION PARLEMENTAIRE A L'OCCASION DE LA XIX^{ème} CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE SIDA

Le sida en 2012 : Que faut-il donc faire pour enrayer l'épidémie ?

Washington, 23 juillet 2012

La Réunion parlementaire à l'occasion de la XIX^{ème} Conférence internationale sur le sida était organisée par l'UIP en coopération avec l'ONUSIDA. Cette manifestation, tenue au Centre d'accueil des visiteurs du Capitole, à Washington, a réuni une soixantaine de parlementaires venus assister à la XIX^{ème} Conférence internationale sur le sida. C'était la troisième réunion parlementaire organisée par l'UIP à l'occasion de cette conférence, la plus importante rencontre régulière sur une question de santé ou de développement.

Les parlementaires ont ainsi pu s'informer des dernières avancées de la lutte contre l'épidémie du VIH et débattre de questions majeures, telles que la traduction des connaissances scientifiques en matière de traitement et de prévention en politiques et en actes. Ils ont aussi réfléchi à la notion de responsabilité partagée dans la lutte contre le sida et au rôle capital des parlementaires dans ce domaine. La publication de l'UIP intitulée *Mieux faire connaître les enjeux du VIH et du sida dans votre parlement* a été lancée à cette réunion.

Principaux intervenants à la Réunion parlementaire :

- Mme Marleen Temmerman, sénatrice belge et Présidente du Groupe consultatif de l'UIP sur le VIH/sida;
- M. Jim McDermott, Représentant, Coprésident du Groupe parlementaire sur le VIH/sida, Congrès des Etats-Unis;
- Mme Jan Beagle, Directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA;
- Mme Annie Lennox, Ambassadrice itinérante de l'ONUSIDA;
- Mme Ryuhei Kawada, membre de la Chambre des conseillers du Japon et membre du Groupe consultatif de l'UIP sur le VIH/sida;
- M. Joel Nana, Directeur exécutif, "African Men for Sexual Health and Rights";
- M. Libby Davies, membre de la Chambre des Communes du Canada;
- M. Mohsen El-Hazmi, membre du Conseil consultatif d'Arabie saoudite et membre du Groupe consultatif de l'UIP sur le VIH/sida;
- Mme Pamela Nash, membre de la Chambre des Communes du Royaume Uni.

La première partie de la réunion était consacrée aux dernières avancées scientifiques sur le VIH/sida et à la mobilisation parlementaire à cet égard. La question était : comment associer la science et l'action pour répondre sur le terrain politique ?

Pour les participants, la science et le progrès ouvrent des possibilités immenses qu'il s'agit de saisir pour que la décennie en cours soit la dernière à l'ombre du sida. La plupart des parlements sont informés des dernières découvertes scientifiques et souhaitent leur mise en œuvre et leur généralisation. Beaucoup de parlements, cependant, tardent à s'assurer que leur action contre le VIH respecte pleinement les droits de l'homme. De ce fait, plus des deux tiers des pays conservent des politiques et des lois qui compliquent l'accès aux soins contre le VIH pour certaines populations, surtout les groupes les plus touchés par l'épidémie (utilisateurs de drogues par injection, hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et travailleurs du sexe). La réunion en a déduit que l'action contre le VIH ne pouvait aboutir que si les avancées de la science primaient sur les jugements moraux.

Les débats ont convaincu les parlementaires que la plupart des pays ont du mal à réunir les ressources et financements nécessaires à l'exécution des programmes de lutte contre le VIH. Au niveau mondial, les financements y afférents ont baissé de 13 pour cent entre 2009 et 2010. Le Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR), lancé par le Président des Etats-Unis, qui est l'action la plus importante jamais mise en œuvre par un seul pays contre cette maladie, n'a été renouvelé que pour une année, et encore, avec des financements inchangés. Le Congrès peine à en garantir la reconduction. Quant aux pays du sud, ils dépendent grandement, pour la plupart, de financements internationaux dans leur lutte contre le VIH/sida, ce qui fragilise au plus haut point les acquis.

Les participants ont estimé que, dans le climat d'austérité financière actuel, les parlementaires devaient comparer les coûts et les avantages et élargir le débat sur le financement de l'action contre le VIH/sida. Cela revêtait la plus haute importance pour les politiques par pays au moment où chaque pays prenait en mains ses programmes relatifs au VIH. Par ailleurs, les parlementaires ne devaient pas oublier que l'accès, dans de bonnes conditions, aux prestations suppose des politiques appropriées, ainsi que des lois et des mesures en permettant l'exécution.

La réunion a rappelé que chacun peut, et doit, contribuer à la lutte contre le VIH. Les parlementaires peuvent réformer les systèmes de santé pour les rendre plus efficaces contre le VIH/sida; approuver des financements pour la prévention et le traitement de la maladie; changer les lois pour que les groupes vulnérables en bénéficient et, en général, veiller à ce que les préoccupations des personnes vivant avec le VIH, ainsi que celles de toutes les parties prenantes, figurent en bonne place dans les débats nationaux. A cette fin, les parlementaires doivent se rendre compte, par eux-mêmes, des effets du sida sur la vie des gens. C'est ainsi que de nombreux responsables politiques, des hommes et des femmes célèbres, changeant d'opinion, en sont venus à soutenir de tout leur poids la lutte contre le VIH. Les parlementaires doivent être prêts à user, eux aussi, de leur notoriété et à prendre le relais.

Il leur incombe, par conséquent, de parler ouvertement du VIH/sida, de santé reproductive et d'éducation sexuelle. Or, dans beaucoup de pays, les jugements moraux et une culture machiste font obstacle à l'éducation, surtout celle des femmes et des filles. En tant que faiseurs d'opinion dans leur pays, les parlementaires doivent être au premier rang de la lutte contre la stigmatisation et la discrimination, sur le plan des politiques et sur le terrain, dans leur circonscription. Bien informés, ils doivent tout mettre en œuvre pour éduquer leurs compatriotes parlementaires, entre autres responsables, afin d'abattre les barrières morales réfractaires. Ainsi de nombreux cas d'infection seront-ils évités. L'UIP doit porter ce débat.

La seconde partie de la Réunion parlementaire était consacrée à la présentation de la publication de l'UIP intitulée *Mieux faire connaître les enjeux du VIH et du sida dans votre parlement*. Le débat a été animé autour de questions telles que : comment faire du VIH une priorité, empêcher que l'intérêt ne retombe et promouvoir la collaboration entre les partis ?

Cette brochure, publication la plus récente de l'UIP, a été rédigée à la demande de nombreux parlementaires qui estimaient que l'action des parlements contre le VIH/sida serait considérablement renforcée par la mise en place d'instances spécialisées, rassemblant tous les partis. Elle sera une aide précieuse pour les parlementaires qui souhaitent unir leurs forces face au VIH, mais aussi pour les associations désireuses de les aider dans ce combat.

Cette publication a été chaleureusement accueillie par les parlementaires présents. Ils y ont vu un excellent outil exposant les meilleures méthodes de travail avec la société civile et les personnes vivant avec le VIH, une aide pour les parlementaires qui se battent pour la question du VIH ne soit pas reléguée au second plan. Les participants ont recommandé au Groupe consultatif d'utiliser la publication pour renforcer sa collaboration avec les instances parlementaires et les législateurs concernés par la lutte contre le VIH.

En outre, les parlementaires ont indiqué que la publication leur permettrait de mieux traduire les préoccupations liées au VIH en lois et d'en tenir plus facilement compte dans leurs fonctions en matière de budget et de contrôle de l'action gouvernementale. Ils ont estimé que l'UIP devait les aider à cet égard. Ils espéraient que la publication les aiderait à rapprocher les législateurs du secteur non gouvernemental et à renforcer la collaboration entre parlementaires, société civile, personnes vivant avec le VIH et institutions nationales et régionales concernées.

Enfin, les participants ont considéré que, par leur présence forte à la XIX^{ème} Conférence internationale sur le sida, les parlementaires entendaient montrer leur détermination à lutter contre le VIH/sida. Ils ont rendu hommage au Groupe consultatif de l'UIP qui s'attache à mobiliser les parlements et à les aider dans leur combat contre l'épidémie. Ils ont invité le Groupe à poursuivre son action afin que les parlements abrogent ou modifient les lois qui font obstacle à la prévention du VIH, à la lutte contre la stigmatisation et la discrimination; pour que les parlements agissent en faveur des désavantagés et en fassent entendre la voix. L'UIP a renforcé l'action internationale contre les politiques et usages discriminatoires et le travail parlementaire pour la généralisation des services de lutte contre le VIH, la discrimination et la propagation de la maladie. La riposte au VIH peut mobiliser et réunir les mouvements pour la santé, les droits de l'homme et le développement. Aussi les participants ont-ils demandé au Groupe consultatif de porter cette parole aux parlements.